

L'UNIVERSITÉ QUE NOUS VOULONS !

L'Université que nous voulons est une Université horizontale et participative, de plein exercice sur les territoires de Savoie et de Haute-Savoie, fidèle aux valeurs du Service public dans l'enseignement supérieur et la recherche. Une Université soucieuse des conditions de travail de ses étudiant·e·s et de tous ses personnels qui cherchera la qualité des formations articulée à une recherche de haut niveau. Une Université publique et laïque qui refuse la collaboration avec des établissements d'enseignement privés. Une Université qui participe à l'indépendance de la recherche publique à l'égard de tous les types d'intérêts privés. Une Université soucieuse de la préservation de l'environnement. Il s'agit d'un projet qui s'inscrit nécessairement en rupture avec les politiques libérales de mise en concurrence généralisée et de privatisation.

Une Université de service public

L'Université ne relève ni des entreprises ni des collectivités territoriales, mais de l'État qui doit lui assurer les moyens publics d'assurer ses fonctions. C'est pourquoi nous nous prononçons pour :

- Une Université qui répond aux besoins de la société en Savoie et de Haute-Savoie avec une offre complète de licences et de masters de qualité, professionnalisante et théorique, au contraire de la politique ministérielle qui mise sur quelques universités dites « d'excellence » opposées à ce qu'elle considère comme des « collèges universitaires ».
- Une Université qui coopère avec les départements et laboratoires des établissements du service public de l'ESR de la région, à commencer par ceux de l'UGA, et qui refuse toute collaboration avec les établissements privés d'enseignement (par exemple l'Univ. Catholique de Lyon) qui ne sont mus que par des appétits financiers ou théologiques.
- Empêcher toute privatisation de nos choix de recherche et de formation, via par exemple la Fondation USMB : en aucun cas le financement de nos formations et de nos recherches ne doit être sous la dépendance des intérêts du secteur privé. Les labos doivent avoir les moyens de mener une recherche fondamentale et/ou appliquée de qualité, ce qui passe entre autres par un soutien de base de l'USMB qui permette de payer autre chose que les photocopies !
- Proposer aux autres établissements, qui souffrent comme l'USMB des politiques libérales en rupture avec l'intérêt public, de construire à l'échelle nationale une coordination permanente de résistance à ces politiques.
- S'opposer avec les personnels des IUT à la disparition programmée du DUT, filière technologique reconnue pour sa qualité et la bonne insertion professionnelle de ses étudiant.e.s, alors que le *Bachelor* de trois ans imposé pour le remplacer est à réaliser sans moyens supplémentaires.

Une Université plus égalitaire

Les réformes libérales de ces quinze dernières années ont mis en concurrence les personnels, dégradé leurs conditions de travail et accru les inégalités entre les formations. Nous combattons ces régressions par la défense des revendications suivantes par nos élu·e·s :

- Le refus des primes différenciées suivant des catégories transversales aux statuts (par exemple le RIFSEEP pour les BIATSS), au profit d'un régime indemnitaire fondé sur le principe « à travail égal, salaire égal ».
- Le refus de tout droit d'inscription supplémentaire et de formations dites « d'excellence » limitées à un petit nombre concentrant les moyens, qui créent de l'inégalité entre les étudiant.e.s, les composantes et les personnels. Notre volonté est d'aboutir à la gratuité des droits d'inscription pour tou.te.s les étudiant.e.s, sans distinction de nationalité.
- Le maintien des droits d'inscription actuels pour tou.te.s les étudiant.e.s, sans distinction de nationalité, au contraire de l'augmentation scandaleuse décidée par le ministère pour les étudiant.e.s extra-communautaires.

Une Université soucieuse de ses personnels, de leurs conditions de travail et de leur environnement

Les politiques de ces dernières années ont considérablement dégradé la situation des personnels, qui doivent travailler toujours plus en gagnant toujours moins, le point d'indice étant gelé alors que le coût de la vie a augmenté de plus de 16 % depuis 2000. Elles ont contribué à dévaloriser fortement l'attractivité de nos métiers, tandis que les risques psychosociaux liés à la surcharge de travail, à son intensification et au mode de management sont devenus notre quotidien, avec leurs effets sur notre santé (troubles musculo-squelettiques, anxiété, dépression, burn out...). Nous défendons :

- L'exemplarité environnementale, l'innovation intellectuelle et l'application pratique en matière de transition énergétique : isolation des bâtiments, gratuité des transports collectifs pour les personnels, expérimentations énergétiques et réflexion prospective sur le bilan carbone, priorité aux circuits courts et bio dans tous les domaines.
- Le refus des embauches non statutaires, comme par exemple les CDD enseignant·e·s à la place des MCF. Nous mettrons fin à la précarité des personnels BIATSS par la titularisation des contractuel·le·s et l'embauche en contrat à durée indéterminée dès que les conditions pour le faire sont réunies.
- La limitation des heures complémentaires des enseignant.e.s au profit d'une stratégie d'embauche des personnels statutaires nécessaires permettant aux personnels de « travailler moins pour travailler tou.te.s et mieux ».
- Une politique de lutte résolue contre toutes les formes de discrimination, s'appuyant sur des bilans chiffrés et un débat pour définir collectivement les actions à mettre en œuvre et leur suivi.

Nous soutiendrons tout ce qui accompagnera les personnels, les usager·e·s et les projets, pas les politiques libérales programmées

L'individualisation à outrance se profile par le biais annoncé des rémunérations différenciées au moyen des primes, combinée à une augmentation de la précarisation assumée par le ministère. Les risques de régionalisation sont réels, et la mise en concurrence des personnels, des laboratoires et des établissements est au cœur de la LPPR telle qu'annoncée. Nous sommes d'ores et déjà en lutte pour refuser :

- Le remplacement du recrutement d'enseignant·e·s-chercheurs·ses par des contractuel·le·s (chaire de chercheurs·ses junior·e·s, « CDI » de projets),
- l'extrême faiblesse des budgets récurrents au profit des financements sur projets (par ailleurs ridiculement insuffisants),
- l'accélération de la politique « d'excellence » actuelle, qui finance toujours davantage les labos et les équipes les mieux dotés et menace les collectifs de travail,
- les menaces statutaires pour tous les corps, avec la loi de réforme de la fonction publique et la LPPR (modulation de service des E-C, fusion des corps de MCF/PR, etc.).

Pour protéger notre modèle de service public d'enseignement supérieur et de recherche, la participation de tous les personnels via un modèle démocratique est une condition nécessaire. Ce sont les personnels qui, dans leur service et leur composante, sont ceux et celles qui font tourner la boutique : ils et elles sont donc les mieux placé.e.s pour discuter et décider des choix à faire ! L'équipe présidentielle doit être garante des intérêts de tou.te.s, et non gérer « au mieux » le quotidien en accompagnant des politiques ministérielles de régression sociale.

**ENSEMBLE POUR LE SERVICE PUBLIC DE L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET DE LA RECHERCHE
(ESPER)**

Listes soutenues par la FERC-SUP-CGT et la FSU (SNASUB, SNEP, SNESup)